

page 235 lectures

PE

Le premier xxi^e siècle. De la globalisation à l'émiettement du monde

Jean-Marie Guéhenno

Paris, Flammarion, 2021, 368 pages

Secrétaire général-adjoint des Nations unies auprès de Kofi Annan, chargé des opérations de maintien de la paix, diplomate – il a dirigé le Centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay –, Jean-Marie Guéhenno est aujourd'hui professeur à Columbia. C'est dans une expérience du monde réel qu'il enchâsse une pensée singulière, servie par un esprit d'observation libre d'œillères et de préjugés. Guéhenno est un de ces auteurs qui ne prennent la plume que lorsqu'ils ont quelque chose d'important à dire. C'est ainsi que l'effondrement de l'URSS l'avait amené à s'interroger sur l'avenir de la démocratie (1993), puis de la liberté (1999).

Comme dans *La Fin de la démocratie*, voici près de 30 ans, le regard reste désabusé sur le prétendu triomphe de la démocratie qui aurait sanctionné l'effondrement de l'Union soviétique. Ce constat est aujourd'hui confirmé par la crise multiforme de l'Occident. Démentie par la réalité de son indifférence aux massacres des années 1990, sa prétention à l'universalisme de ses valeurs est en butte aux attaques contre son passé, son histoire coloniale, l'esclavage et son traitement des peuples autochtones. L'ordre multilatéral libéral tant vanté s'est avéré un manteau commode pour habiller la domination américaine. Et l'irruption du phénomène Trump a illustré la fragilité de la « roulette démocratique ».

Mais c'est plus encore dans l'exaltation de l'individu, après 1989, que l'auteur voit la racine du mal. Elle revient à tout subordonner à la poursuite, par chaque individu, de son intérêt au détriment de tout projet collectif : « L'égoïsme ontologique est devenu le fondement de la société. »

Un des corollaires en est la crise de la politique traditionnelle qui touche les partis classiques les uns après les autres. Ce phénomène a été largement décrit déjà et c'est donc la nouvelle configuration du spectre politique qu'esquisse l'auteur, relevant une tendance à la fragmentation des sociétés, au profit de regroupements qui se forment non plus, comme par le passé, autour d'« utopies de projet » mais d'« utopies identitaires » ou derrière des profils marqués par les violences et les passions : ceux des Trump, Erdogan, Modi et Duterte...

Ces identités sont façonnées par les peurs et les clivages entretenus par des entrepreneurs politiques, rappelant parfois les pratiques des régimes fascistes de l'Europe dans l'entre-deux-guerres. La coexistence de ces identités est également marquée par une exigence de codification de la parole pour n'offenser aucune d'entre elles, et la propension des individus à se voir en victimes plus qu'en citoyens. Une des réactions les plus fréquemment observées est le repli sur des nationalismes défensifs et des valeurs conservatrices, jugées menacées par des processus dans lesquels tout se vaut.

Un autre facteur majeur de la métamorphose, observe Guéhenno, est le changement radical que les nouvelles technologies introduisent dans notre rapport au

savoir et dans ses conditions de production. La profusion de réseaux sociaux, en particulier, modifie en profondeur la communication politique : en faisant de l'individu un émetteur, en le débarrassant des filtres des médias traditionnels, ils lui insufflent un sentiment de toute-puissance qui « amplifie de façon radicale le mépris du savoir et de la recherche de la vérité ».

L'abolition des contraintes de la géographie distend le lien politique créé par la proximité, traditionnellement générateur de solidarité et de compromis. Et le besoin de se faire entendre, par des positions le plus souvent radicales, nourrit les réseaux sociaux, faisant, par la masse croissante des données, prospérer les entreprises qui les gèrent. Moyennant quoi « le capitalisme de l'information aura remplacé le capitalisme des machines » avec, à la clé, un changement majeur du rapport de force, autour de la collecte et de la maîtrise des données.

Pendant que cette concentration s'opère à l'Ouest, faisant des États et des géants du numérique les pourvoyeurs de sécurité et de « satisfaction commerciale et de confort de vie », la Chine assure à ses citoyens, grâce à sa réussite économique spectaculaire, une « confortable bulle de bonheur dont ils ne voudront pas sortir ». Cet avatar des « pilules du bonheur » d'Aldous Huxley permet au régime de produire, en manipulant les esprits, « une certaine harmonie de la société ». Les entreprises – essentiellement américaines – et l'État-parti chinois, en améliorant continûment leur capacité à façonner les désirs des individus, feraient ainsi converger leurs sociétés vers des « post-démocraties » et une « post-dictature ».

Pour autant, la crise de légitimité des communautés politiques est une source d'instabilité qui affecte l'ordre intérieur des sociétés et l'ordre établi des relations internationales : réhabilitation de la force, aversion pour le risque et demande de protection, réduction de la démocratie à des processus au détriment des valeurs, domination de l'argent et inégalités dans la distribution des richesses, qui tendent à réduire l'individu à l'« homme unidimensionnel » décrit par Marcuse, défini par sa seule valeur économique... Ces dérives justifient la recherche de nouvelles formes de représentation et de délibération, pour « sauver l'autorité sans créer la tyrannie ».

Concluant son essai par l'Europe, Guéhenno observe que les progrès réalisés vers l'intégration l'ont été au prix d'une dépolitisation portée par les institutions – foi dans le marché, orthodoxie budgétaire avant la crise sanitaire –, qui a « miné la confiance dans le projet européen (et) débouché sur une impasse ». Cette entreprise, note-t-il en citant Hubert Védrine, s'est d'ailleurs déroulée dans un monde où les États-Unis préservaient l'Europe de la « tragédie » de l'histoire.

Pour sortir de cette « impasse », l'Europe ne peut compter ni sur les menaces extérieures – facteurs de division plus que de cohésion –, ni sur la définition de fugaces intérêts communs. Elle doit répondre à la demande, politique, de frontières, définir les limites de son universalisme et ne pas chercher, comme les États-Unis, à s'offrir en modèle. Elle doit aussi abandonner l'objectif d'une « union sans cesse plus étroite », renoncer à la fiction d'un « super-État continental », accepter

la « géométrie variable » et séparer la logique de l'expertise, qu'incarne la Commission, de celle de la politique, que portent le Conseil et le Parlement.

* * *

Croisant anthropologie, sociologie, philosophie et géopolitique, Guéhenno pose un regard lucide sur notre époque, passant à la paille de fer quelques-uns des poncifs qui l'encombrent. Reliant politiques publiques, développements technologiques et évolutions sociétales, il examine leurs interactions, leurs conséquences dans l'ordre intérieur des nations comme dans l'ordre international. La transformation des rapports de force qui en résulte ouvre de nouvelles avenues, aux contours encore largement inconnus mais aux directions identifiées avec finesse.

Au-delà des questions, très actuelles, sur les différents cercles de solidarité – et les fabriques politiques qui leur sont associées –, l'auteur aborde une autre problématique essentielle pour notre temps : la relation entre savoir et pouvoir, entre science et politique. Il esquisse des lignes de force à même d'assainir cette nécessaire articulation, pour éclairer les débats publics sur la gestion des risques collectifs par les gouvernants et les sociétés.

La densité de cette réflexion, le choix de l'auteur de penser contre soi-même, ainsi qu'il le concède dans son chapitre sur l'Europe, ses conjectures qui, à défaut d'être démontrables, devront se vérifier ou s'infirmer, et les inévitables angles morts, laissent ouvert un vaste espace de débat. Et c'est heureux. On pourra ainsi observer que le propos porte avant tout sur les sociétés du monde occidental et, par effet miroir, sur l'autre acteur majeur de ce « premier XXI^e siècle », la Chine. Soit de deux à trois milliards d'individus sur les quelque huit qui peuplent la planète. Comment se positionnent les sociétés, en Afrique, dans le reste de l'Asie, par rapport au paradigme esquissé par Jean-Marie Guéhenno ? L'analyse mérite certainement d'être poursuivie au-delà des brèves références à Modi et Duterte.

La Chine, désignée comme rival stratégique par les États-Unis, est l'autre pôle de la réflexion de l'auteur qui met en garde, avec justesse, contre la tentation d'en faire « comme l'Union soviétique naguère, un adversaire utile qui évite au monde occidental de regarder en lui-même ». Certes, concède-t-il, il ne s'agit de rien moins que d'une « dictature redoutable », mais la tradition chinoise, héritée de Confucius et Mencius, est une clé de compréhension du « particulier », cette « dimension organique de chaque société », par contraste avec l'aspiration à l'« universel » de la tradition occidentale. Si Jean-Marie Guéhenno se défend de tout relativisme, ses références à la « dimension, (au) lien, (à la) conception organique », également employées à propos de la Russie et, *in fine*, de toutes les communautés humaines, laissent entier le débat sur l'articulation entre le particulier et l'universel.

Et la question s'impose de la qualification d'une dictature exercée par un parti communiste organisé selon les canons du léninisme – un produit de l'« universalisme occidental » tout de même... – pour « nous aider à comprendre le particulier ». Alors que Confucius, certes réhabilité par le régime, était associé au

féodalisme et voué aux oubliettes par un maoïsme dont Xi Jinping se veut l'héritier. Et alors que l'« harmonie » de la société est obtenue par la « manipulation des esprits », c'est-à-dire la propagande, la censure, le contrôle politique et la répression, toutes pratiques éloignées des valeurs de vérité et de liberté qui forment, à juste titre, la boussole de l'auteur pour son incursion dans ce « premier XXI^e siècle ».

Pierre Buhler

Relations internationales

LA PUISSANCE PAR L'IMAGE. LES ÉTATS ET LEUR DIPLOMATIE PUBLIQUE

Christian Lequesne (dir.)
Paris, Presses de Sciences Po,
2021, 208 pages

La diplomatie publique est-elle synonyme de *soft power*, ce concept exploré, popularisé et peaufiné par Joseph Nye ? C'est sur ce parallèle que s'ouvre le travail collectif dirigé par Christian Lequesne, agrémenté de nombreuses cartes fort utiles sur les diasporas, les étudiants chinois à l'étranger, les médias et réseaux sociaux, les établissements scolaires ou les organisations non gouvernementales (ONG). Comme le titre et le sous-titre l'indiquent, dans « diplomatie publique » il y a « publique », et qui dit « publique » dit État : il s'agit donc bien de stratégies étatiques, dans une compétition mondiale. Mais d'une stratégie qui ne saurait se résumer à une communication institutionnelle, encore moins à des instruments gouvernementaux.

Ce sont les États-Unis, nous rappelle-t-on, qui ont inventé l'acception moderne de la diplomatie publique. Ensuite, les variations furent nombreuses. On en retrouve plusieurs ici, dont on retiendra entre autres, après la discussion lancée par Christian Lequesne lui-même, la contribution claire et documentée de Stéphane Paquin sur l'usage d'internet et des réseaux sociaux, le décryptage du récit chinois par Alice Ekman ou le point sur la bataille des images par Tristan Mattelart. Des « Focus », comme autant d'encadrés en complément, viennent diversifier les exemples : sur la diplomatie numérique

d'Israël, la chaîne Russia Today, la production cinématographique (ou de séries) turque...

Après l'ouvrage de référence que constitue l'énorme *Routledge Handbook of Public Diplomacy* dirigé par Nancy Snow et Nicholas J. Cull (Londres, Routledge, 2020, 2^e édition), cet ouvrage plus ramassé offre une contribution francophone bienvenue. Celle-ci intervient à un moment où les questions sont nombreuses sur les stratégies d'influence, notamment chinoises, russes, turques ou des pays du Golfe, et sur les capacités européennes pour résister à ce mouvement, voire pour s'y inscrire. Si la France a longtemps confondu diplomatie publique et action culturelle extérieure, ce travail vient rappeler qu'il est bon d'élargir le spectre (*L'Atlas de l'influence française au XXI^e siècle* de Michel Foucher – Paris, Robert Laffont, 2013 – l'avait déjà montré). Les références bibliographiques, nombreuses, les concepts évoqués (la « twiplomatie »...), les chiffres présentés, achèvent de nous convaincre que la question est digne d'intérêt.

En filigrane de cet ouvrage, une question demeure centrale : comment les États peuvent-ils, à l'appui de leur stratégie, utiliser les acteurs non étatiques ? Comment les démocraties, notamment, peuvent-elles rayonner grâce à l'audiovisuel extérieur sans commander le contenu de celui-ci, ou tirer profit du travail des ONG (voir le chapitre d'Auriane Guilbaud), sans les prendre pour des supplétifs (ce qu'elles n'accepteront pas) ? Comment, en d'autres termes, inventer la diplomatie publique du XXI^e siècle, qui est le contraire de ce que l'on appelait autrefois, un peu vite, « la propagande » ?

Frédéric Charillon

HOW TO AVOID A CLIMATE DISASTER: THE SOLUTIONS WE HAVE AND THE BREAKTHROUGHS WE NEED

Bill Gates

New York, Penguin Random
House, 2021, 384 pages

Bill Gates est, à l'instar d'Elon Musk, une boussole pour l'avenir économique et technologique de la planète. Il a su non seulement créer l'une des premières entreprises mondiales d'informatique, Microsoft, mais aussi établir la Gates Foundation, qui jouit d'une légitimité mondiale, et depuis six ans la Breakthrough Energy Coalition, qui vise à mobiliser le capital privé dans l'innovation pour la décarbonation, prenant des paris de long terme tout en menant des initiatives philanthropiques.

Bill Gates met en avant sa foi inébranlable dans l'innovation et la technologie, et montre que la décennie qui s'ouvre est décisive pour « éviter la catastrophe ». « *We can do it* », à condition qu'il n'y ait pas de partis pris idéologiques mais une prise de conscience qu'il va falloir défier les lois de l'inertie des systèmes énergétiques, en accélérant dans des proportions jamais vues. Dans un monde où l'accès à l'énergie est toujours dénié à presque un milliard d'habitants, où charbon et autres hydrocarbures sont dominants, il faudra mobiliser toutes les technologies existantes, investir massivement dans celles qui nous manquent encore et organiser tout cela de façon efficace, pour parvenir à un net zéro, seul horizon qui sauvera la planète. Tout cela en faisant attention à ne pas s'engager dans des investissements faisant baisser les émissions en valeur absolue sans permettre d'arriver à la neutralité carbone en 2050.

Bill Gates présente d'abord les données de façon didactique puis détaille, par grands secteurs d'émissions (énergie, agriculture, etc.), comment décarboner, décrivant défis et opportunités. La primauté de l'électrification et de l'électricité est mise en avant, et des grands principes d'action pour les politiques publiques et les autres acteurs des systèmes économiques sont énoncés, à commencer par une tarification du carbone. Certains postulats paraissent toutefois irréalistes ou « arrangeants », par exemple sur la capture directe du CO₂ dans l'air, et surtout la capture et séquestration du CO₂ à grande échelle et à bas coût.

Gates balaie ensuite rapidement la sobriété énergétique, et pour cause ; il est l'un des plus grands émetteurs individuels de gaz à effet de serre au monde. Quiconque prend une fois un jet privé pulvérise tous les records d'émission, et la compensation de ces émissions relève de la poudre aux yeux. Cela dit, il peut investir dans l'innovation pour un transport aérien propre, et nul doute qu'il le fait déjà...

L'enjeu de la justice climatique et sociale n'est qu'effleuré, ce qui interpelle alors que les crises actuelles de l'énergie et des chaînes de valeur vont, à maints égards, compliquer encore la donne. Si les technologies pourront faire beaucoup, et si l'innovation fera des progrès extraordinaires dans les prochaines années, trois grands obstacles se lèvent toutefois : l'acceptabilité sociétale, les populismes et les confrontations géopolitiques. Et ce de surcroît aux États-Unis, où Trump menace de revenir par la grande porte. Comment avancer en emmenant avec soi citoyens et consommateurs, sans renforcer clivages et inégalités, voire briser les institutions ?

Bill Gates a raison de mettre en avant un point essentiel : il faut laisser autant de place que possible à l'audace, aux expérimentations, aux innovations, aux entrepreneurs. Un message central de ce livre.

Marc-Antoine Eyl-Mazzega

GÉOPOLITIQUE DE L'ARCTIQUE

Thierry Garcin

Paris, Economica, 2021, 256 pages

L'Arctique condense à elle seule de nombreux enjeux contemporains qui mobilisent la communauté internationale : changement climatique, exploitation des ressources naturelles, gouvernance multiscalaire, application d'un cadre normatif et réglementaire, doctrines stratégiques, etc. Dans ce précis à la fois synthétique et exhaustif, Thierry Garcin expose les évolutions historiques de la zone circumpolaire et met en perspective les grands défis actuels qui l'entourent.

Des expéditions scientifiques du XIX^e siècle à l'affirmation des ambitions géo-économiques de la Chine au cours de ce premier quart du XXI^e siècle, l'Arctique se positionne comme un objet géopolitique à part entière et intégré dans la compétition mondiale entre grandes puissances. Parmi les dix chapitres qui subdivisent l'ouvrage, plusieurs mettent en lumière trois points fondamentaux : les dimensions juridiques, économiques et stratégiques.

Dans cet environnement avant tout maritime, le règlement des différends juridiques reste soumis au cadre normatif régi par la convention de Montego Bay (1982). Si la signature, en septembre 2010, d'un traité bilatéral entre

la Norvège et la Russie sur la délimitation de la frontière maritime constitue une avancée remarquable, la question de la délimitation du plateau continental des cinq États riverains n'est pas encore résolue. Autre enjeu de poids : le respect des droits des populations autochtones est aussi une composante primordiale dans l'application des politiques régionales et locales des États arctiques.

Dans une rivalité géostratégique en gestation, les grandes puissances – parmi lesquelles Chine, États-Unis et Russie – se livrent une bataille pour l'accès aux ressources (halieutiques, fossiles et minérales). Les voies de passage maritime, qui s'ouvrent grâce au réchauffement accéléré de l'Arctique, sont à cet égard un élément essentiel pour accéder à ces différentes richesses et les exporter sur le marché international.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, la région polaire s'est aussi introduite dans l'environnement stratégique pour devenir un des théâtres de la dissuasion nucléaire durant la guerre froide. Si l'auteur apporte un éclairage sur les forces militaires en présence, les conséquences de l'annexion russe de la Crimée en 2014 sur la région (multiplication des manœuvres militaires, renforcement des infrastructures, etc.) sont peu commentées.

On remarque enfin que l'auteur accorde un long développement aux enjeux autour du Groenland, dans un chapitre complet. Le croisement des intérêts politiques et économiques ainsi que l'importance géostratégique de cette vaste île, en particulier pour l'Union européenne, sembleraient rendre inéluctable une indépendance – selon la thèse ici défendue –, conclusion logique d'un long processus entamé dès le

milieu du xx^e siècle. Si cette indépendance demeure pourtant à ce jour bien incertaine, le livre rappelle à juste titre le poids des États-Unis, qui voient le Groenland comme un « tremplin » à partir duquel projeter leur puissance.

Dense, cette seconde édition décrit l'ensemble des dynamiques en œuvre dans la région polaire. En offrant une somme pluridisciplinaire, l'auteur livre une grille de lecture stimulante pour les étudiants et tous ceux qui souhaitent saisir la complexité d'un espace en pleine mutation.

Florian Vidal

GÉOPOLITIQUES DE LA CULTURE. L'ARTISTE, LE DIPLOMATE ET L'ENTREPRENEUR

Bruno Nassim Aboudrar, François Mairesse et Laurent Martin
Paris, Armand Colin, 2021,
320 pages

Après une pause forcée pendant plusieurs mois du fait de la crise sanitaire, le secteur culturel se relance, au cœur d'enjeux géopolitiques et géoéconomiques. Forte du succès de *Squid Game*, la Corée du Sud affirme sa puissance en matière d'industries culturelles. Et la France cherche à améliorer son lien avec les pays africains en lançant le processus de restitution d'œuvres d'art pillées pendant la colonisation ; vingt-six statuettes viennent ainsi d'être rendues au Bénin. Deux exemples qui montrent que la culture est loin d'être anecdotique dans les relations internationales. Le sujet n'ayant été que peu étudié, on ne peut que se réjouir de la publication de cet ouvrage signé de trois professeurs de Sorbonne-Nouvelle, au titre qui

interpelle par son choix de mettre le terme géopolitique au pluriel.

Le sujet est abordé sous trois prismes : ceux des artistes, des diplomates et des entrepreneurs. Les auteurs s'interrogent d'abord sur le rôle des artistes, notamment face à l'épineuse question des nationalités – la figure de Léonard de Vinci a récemment fait l'objet de querelles entre l'Italie et la France, chaque pays réclamant l'exclusivité du peintre né en Toscane et mort à Amboise. On se concentre ici sur les arts visuels, mais d'autres genres pourraient donner un même écho. Les artistes se retrouvent au cœur d'enjeux qui vont jusqu'à influencer sur leur esthétique.

Puis les auteurs se penchent sur le rôle joué par les États : quelles sont leurs motivations à investir dans ce secteur ? « Pour les "petits pays", ces secteurs sont un moyen de se distinguer, d'exister à moindres coûts ; ils permettent aux puissances moyennes d'amplifier leur voix et de compenser leur faiblesse économique et militaire relative ; quant aux grandes puissances, l'art et la culture font partie des vecteurs d'une hégémonie globale ». Les auteurs s'intéressent en particulier aux États-Unis, à la Chine et à la France. Le fonctionnement des agences internationales, comme l'Unesco, est aussi analysé.

Quant à la troisième partie, elle se penche sur les industries culturelles. Les auteurs reviennent sur la domination des industries d'Amérique du Nord et d'Europe, mais aussi sur leurs mutations, notamment numériques. Certains secteurs, comme le livre ou le jeu vidéo, sont davantage liés aux groupes privés que d'autres, comme le théâtre ou la danse, ces derniers dépendant principalement des subventions publiques.

L'ouvrage se clôt habilement sur une succession de cartes, où l'on peut par exemple discerner l'implantation des centres Rousskii Mir, peu connus et destinés à populariser la culture russe. Certaines cartes manquent toutefois de lisibilité. Les données relatives à l'industrie culturelle chinoise paraissent quelque peu la sous-estimer, notamment en ce qui concerne les services de *streaming*.

Reste que le constat posé par l'ouvrage est implacable : « Si l'affrontement se limite au nombre de musées construits ou au nombre de brevets scientifiques déposés, il s'agira d'une guerre sans morts ni destructions, ce dont on ne pourra que se réjouir. Cela n'en sera pas moins une guerre. »

Antoine Pecqueur

Économie

LA FINANCE AUTORITAIRE. VERS LA FIN DU NÉOLIBÉRALISME

Marlène Benquet et Théo Bourgeron
Paris, Raison d'agir, 2021,
168 pages

Lorsque David Cameron annonce en 2013 un référendum sur la sortie ou le maintien du Royaume-Uni dans l'Union européenne, c'est un coup de tonnerre dans l'économie britannique. Une grande majorité du patronat – dont la puissante City of London Corporation qui gère la finance londonienne – ne veut surtout pas sortir d'une union

économique et politique dont elle tire profit. Empêtré dans des calculs visant les faveurs de l'aile la plus à droite de l'échiquier politique, David Cameron tente pourtant le coup, certain que le camp du *Remain* l'emportera. La suite est connue. Les auteurs de cet ouvrage, Marlène Benquet et Théo Bourgeron, respectivement chargée de recherche au CNRS ainsi qu'à l'université Paris Dauphine, et chercheur à l'université Paris Nanterre et à l'University College de Dublin, s'attellent à décrire, dans ce contexte, le coup de force de la finance dite autoritaire.

Ils analysent avec précision les sources de financement des camps du *Remain* et du *Leave*, identifiant les rapports de force antagonistes à l'intérieur du secteur de la finance : les banques, les institutions financières et les assurances ont financé le premier camp tandis que les *hedge funds* et le capital-investissement le second. Ce dernier camp a pu aussi compter sur les puissants relais idéologiques des *think tanks* de Tufton Street à Londres, réunis dans le réseau Atlas Network, dont le projet politique sert leur cause. Pour ces relais, le régime politique d'accumulation s'appuyant sur un État régulateur des marchés financiers doit être renversé au profit d'idées libertariennes, dans le prolongement d'une partie de l'école autrichienne (Ludwig von Mises, Friedrich Hayek), qui promeuvent une économie de transaction de gré à gré, appuyée sur un État autoritaire à même de faire respecter un système social basé sur une liberté totale, sans considération d'un quelconque bien commun. En l'absence d'un régime de justification et de dispositifs de compensation des inégalités, il ne reste que l'usage de la force comme mode de régulation de la vie sociale.

Le poids considérable des *hedge funds* et du capital-investissement au Royaume-Uni explique ce rapport de force, difficilement exportable pour le moment

dans un pays comme la France. Mais les auteurs notent que des stratégies analogues sont observables aux États-Unis, avec la mise en place progressive de nouveaux rapports de force mondiaux. Le régime d'accumulation libertarien-autoritaire participe à la définition d'une nouvelle situation géopolitique. L'ordre international néolibéral instaurerait une bipartition du monde radicale. D'un côté : les pays du Nord, liés entre eux par des accords de toutes sortes – militaires à travers l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), économiques à travers les grands traités commerciaux régionaux, politiques à travers l'Union européenne et le G7. De l'autre : les pays du Sud, terrain de jeu des forces capitalistes du Nord, poussés aux conflits de toutes sortes : conflits commerciaux à travers un *dumping* social et fiscal sans fin, mais aussi conflits militaires soutenus par le Nord pour l'accès aux ressources, aux marchés et à la main-d'œuvre. L'ordre international qui monte annonce la fin de cette bipartition du monde. Mais ce ne sont pas les conflits du Sud qui cessent : c'est le pacte de non-agression tacite entre États du Nord qui est rompu.

Vincent Piolet

POWER SHIFT: THE GLOBAL POLITICAL ECONOMY OF ENERGY TRANSITIONS

Peter Newell

Cambridge, Cambridge University Press, 2021, 352 pages

Peter Newell livre une analyse dense et documentée des enjeux institutionnels, économiques et financiers de la transition énergétique.

Il rappelle l'ampleur et le caractère inédits de la crise climatique et des

mutations nécessaires pour la surmonter : cette crise résulte d'années de déni climatique, d'une longue incapacité à reconnaître l'épuisement des ressources et de la réticence à considérer l'efficacité énergétique ainsi que la réduction de la demande en énergie.

Face à ce constat, Peter Newell propose une réflexion autour de cinq grands enjeux pour modifier les relations de pouvoir actuelles et engager les mutations nécessaires. Il s'intéresse tout d'abord aux différentes façons de « penser » la transition énergétique. Cette première partie aborde des questions parfois très techniques, mais appuyée sur une littérature riche des différentes théories de la transition.

L'auteur aborde ensuite l'organisation de la production d'énergie, estimant nécessaire de modifier sa gouvernance et son financement. Il défend notamment l'idée que la transition ne pourra pas se faire grâce aux mécanismes de marché – remettant ainsi en cause l'efficacité des marchés du carbone. Le rôle de la finance dans cette transition est également analysé : elle a un rôle important à jouer à condition qu'elle soit « régulée » et réorientée vers l'investissement long terme et bas-carbone. Ce qui implique de sortir d'une logique de recherche de rendement rapide et maximal.

La partie suivante aborde les questions de gouvernance de la transition énergétique et l'auteur y insiste sur le rôle clé des États. Enfin, la mobilisation de la société civile est analysée dans une dernière partie : l'histoire nous apprend que la mobilisation « massive » de la société civile est nécessaire aux changements profonds et durables dans le monde de l'énergie.

L'auteur montre qu'il n'y aura pas de transition énergétique socialement juste sans transitions économique, financière et politique. Il met en garde contre le risque d'une transition *top-down* menée, gouvernée, par les acteurs en place (les *incumbents*) qui reproduirait les logiques de production intensive et extractive actuelles, et se traduirait par une aggravation des inégalités. Pour Peter Newell, la transition souhaitable et juste socialement devra passer par une décentralisation de la production et de la gouvernance de l'énergie, pour redonner le pouvoir aux « communautés ». Ce qui implique un vrai changement de nos modèles énergétiques.

L'ouvrage de Peter Newell reflète toute la complexité du lien de nos sociétés avec l'énergie, et l'ampleur des mutations nécessaires pour réussir la transition. Il pâtit cependant du manque de fil conducteur et d'un cadre analytique clairement défini qui en faciliteraient la lecture. L'ouvrage complexe et parfois technique semble ainsi s'adresser à un public déjà averti et connaisseur des enjeux globaux liés à l'énergie et à la transition vers une économie bas-carbone. Il n'en reste pas moins une source d'informations, d'exemples historiques et de réflexions pertinents, voire incontournables, pour comprendre les implications institutionnelles, économiques, financières et sociétales de la transition énergétique à l'échelle globale.

Aurore Colin

Sécurité / Stratégie / Terrorisme

WAR TIME: TEMPORALITY AND THE DECLINE OF WESTERN MILITARY POWER

Sten Rynning, Olivier Schmitt et Amélie Theussen (dir.)

Washington D.C., Brookings Institution Press, 2021, 334 pages

Dans cette somme dirigée par Sten Rynning, Olivier Schmitt et Amélie Theussen, chercheurs passés par l'université du Danemark du Sud, les auteurs tentent de saisir l'impact de la « temporalité » et de ses représentations sur les modes opératoires employés par les parties combattantes, et sur l'issue des conflits. Mises bout à bout, les normes d'une époque et les représentations liées à l'emploi des technologies alimentent un paradigme « temps de guerre » que les auteurs invitent à déconstruire, pour mieux penser l'avenir.

Ces dernières années, les pays occidentaux ont été défiés, parfois mis en échec, par des acteurs qui leur ont imposé un tempo et des conceptions sur l'emploi de la force différents. Outre l'emploi du temps court à travers la stratégie du « fait accompli » en mer de Chine, ou celui du temps long des « guerres sans fin » en Irak et en Afghanistan, les interactions avec ces rivaux stratégiques remettent en question des normes occidentales profondément ancrées, comme les frontières entre temps de paix/ temps de guerre ou le « monopole militaire » évoqué par Norbert Elias.

Le renoncement des sociétés occidentales à poser clairement le débat sur le coût et les apports des interventions expéditionnaires est l'une des causes

probables expliquant l'affaissement du « militarisme civique » – le consentement citoyen à l'effort militaire. L'incompréhension du public, les décalages constatés entre annonces initiales et réalité des opérations ont pu grever la capacité des pays occidentaux à placer leurs efforts financier et militaire au juste niveau des enjeux de chaque théâtre d'opérations.

Le culte de la vitesse, *mantra* des armées occidentales ces dernières décennies, a pu créer une distorsion supplémentaire. Ce primat de la vitesse, il est vrai, n'est pas sans fondement. Parmi les transformations prévisibles de l'art de la guerre, des technologies émergentes comme l'Intelligence artificielle ou l'hypervélocité favoriseront vraisemblablement les acteurs ayant la « gâchette » la plus facile, selon le principe *Use it or lose*. Néanmoins, en réduisant les affaires militaires à une gestion de paramètres technico-opérationnels – ou de risques –, la quête de la vitesse occulte, de fait, une partie de la dimension politico-stratégique inhérente à chaque conflit.

Relativement marginale dans un débat stratégique occidental technocentré, « la temporalité » insère avec pertinence une analyse des perceptions dans la conduite des conflits. Scénarios à l'appui, les auteurs proposent une immersion dans différents cas de figure. L'horizon retenu – 2024-2025 – est suffisamment proche pour développer des scénarios élaborés, et permet de tester, par exemple, une hypothétique Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) sans les États-Unis. À la question d'ensemble de l'ouvrage – déterminer si le déclin de l'Occident est en marche –, les auteurs apportent des clés de compréhension aussi utiles qu'originales. Le caractère novateur de leur

approche ne réside pas seulement dans l'emploi de scénarios prospectifs tout au long de l'ouvrage. Elle apparaît également dans le souci de Sten Rynning, Olivier Schmitt et Amélie Theussen d'user d'une approche non dogmatique, réservant une part égale aux aspects « idéels » et « matériels » des relations internationales, trop souvent étudiés séparément.

Morgan Paglia

MARS ADAPTING: MILITARY CHANGE DURING WAR

Frank G. Hoffman
Annapolis, Naval Institute Press,
2021, 368 pages

« L'histoire suggère avec force que plusieurs organisations militaires ont fait mieux que d'autres pour changer, alors que diverses ont échoué. Il serait utile que nous comprenions pourquoi certaines sont meilleures et comment elles surpassent la concurrence. » Voilà l'objectif du dernier ouvrage de Frank G. Hoffman, officier des Marines à la retraite et chercheur à la National Defense University de Washington. L'auteur propose une théorie de l'apprentissage organisationnel, largement développée en introduction et en conclusion, qui s'appuie sur quatre capacités : le leadership, la culture organisationnelle, les mécanismes d'apprentissage et ceux de dissémination.

Pour défendre cette théorie, Frank G. Hoffman étudie quatre cas historiques (hélas tous américains), qui constituent le cœur de l'essai. Le premier est celui de la guerre sous-marine américaine dans le Pacifique pendant la Seconde

Guerre mondiale. Les résultats des six premiers mois de la guerre sont très décevants et l'adaptation prend du temps. Certes, les changements tactiques sont rapides, notamment pour évoluer vers des attaques de nuit en surface. Mais alors que la culture organisationnelle de l'US Navy favorise les évolutions techniques, la résolution d'un problème sur les torpilles *Mark 14* sera beaucoup plus lente, freinée par le caractère bureaucratique de l'institution.

Le deuxième cas d'étude est celui de la puissance aérienne américaine pendant la guerre de Corée, où l'US Air Force a fait preuve d'une remarquable capacité d'adaptation. Alors qu'au début de la guerre froide, l'appui au sol ne fait pas partie de ses priorités stratégiques, ce type de mission va s'avérer indispensable. Pour s'en acquitter, l'US Air Force doit même reconverter 187 *F-51 Mustang* à propulsion à hélice, ou encore utiliser des bombardiers *B-29*, destinés à des opérations dans la profondeur, contre des cibles tactiques.

Avec le troisième cas, l'auteur établit que, contrairement à ce que de nombreux historiens ont avancé, l'US Army a cherché à se transformer face aux défis rencontrés pendant la guerre du Vietnam de 1965 à 1968. Quelques exemples connus sont le développement de l'assaut par air (*Air Assault*) ou la mise en place du programme Civil Operations and Rural Development Support (CORDS). Toutefois, l'US Army « n'a pas assez questionné la validité ou l'efficacité de ce qu'elle faisait et a continué à améliorer sa capacité à faire mieux la mauvaise chose [...] »

La dernière étude s'attache aux Marines dans la province d'Al-Anbar, en Irak, de

2004 à 2007. L'adaptation et l'apprentissage ont bien eu lieu. En témoignent la remarquable évolution tactique entre la première tentative de reprise de contrôle de Falloujah en avril 2004 et la deuxième en novembre de la même année, ou les processus menant à davantage utiliser le levier tribal pour sécuriser la province. Pour autant, du fait du manque d'efficacité du commandement pour la diffusion des leçons identifiées, l'ajustement n'a pas été rapide.

En se focalisant sur une théorie de l'apprentissage organisationnel et en mettant particulièrement en valeur le facteur culturel, Frank G. Hoffman apporte une très intéressante contribution à une littérature sur le sujet qui s'est beaucoup développée ces dernières années. L'ouvrage, clair et documenté, est à conseiller à tous ceux qui s'intéressent aux questions d'innovation et d'adaptation dans les conflits armés.

Rémy Hémez

NONSTATE WARFARE: THE MILITARY METHODS OF GUERRILLAS, WARLORDS, AND MILITIAS

Stephen Biddle

Princeton, Princeton University Press, 2021, 464 pages

Une idée reçue veut que les acteurs non étatiques combattent différemment des armées classiques. La réalité ne reflète cependant pas forcément ce constat : le Hezbollah n'a-t-il pas, par exemple, cherché à tenir certaines portions de terrain en 2006 au Liban, loin donc du modèle de la guérilla ? À partir de ce constat, Stephen Biddle, professeur d'Affaires publiques et internationales à

l'université de Columbia et auteur de l'ouvrage de référence *Military Power: Explaining Victory and Defeat in Modern Battle* (Princeton University Press, 2004), expose et conceptualise les différents choix stratégiques et tactiques des acteurs non étatiques.

Pour ce faire, il déploie une « nouvelle théorie » où leur comportement n'est pas classé selon la typologie conventionnel/guérilla/hybride, mais plutôt positionné par rapport à deux types-idéaux militaires : le « napoléonien » et le « fabien ». L'archétype napoléonien correspond à l'utilisation « de formations exposées reposant sur une puissance de feu massive pour défendre ou saisir du terrain qui ne sera pas volontairement abandonné », l'emploi de la force brute, de troupes en uniformes avec une ligne de front bien identifiable, etc. La méthode fabienne – en référence à la stratégie de l'empereur romain Quintus Fabius Maximus Verrucosus (280-203 avant J.-C.) face à Hannibal – est « une absence absolue de volonté d'accepter de s'exposer ou de défendre du terrain ». Elle implique également l'accent sur la dispersion, la dissimulation et le rejet de l'armement lourd, même s'il est disponible.

Pour tester sa théorie, S. Biddle développe cinq cas d'espèce : le Hezbollah au Liban en 2006, l'armée du Mahdi en Irak de 2003 à 2008, l'Alliance nationale somalienne en 1992-1994, les combats en Croatie en 1991-1995 et le Viêt-Cong en 1965-1968. Pour chacun, l'auteur ouvre par un résumé des événements, puis analyse les variables déterminant la position de l'acteur non étatique sur le spectre fabien-napoléonien. Il prend en compte trois « variables indépendantes » : la culture tribale, l'équipement, les enjeux et les institutions, ainsi que six « variables dépendantes » liées

au comportement militaire : la furtivité, la saisie et la tenue du terrain, la dispersion, l'équilibre entre force brute et coercition, la possibilité de distinguer entre combattants et civils et l'organisation du théâtre de guerre.

S. Biddle conclut que la spécificité des méthodes employées par les acteurs non étatiques est de degré plutôt que de nature. Il insiste sur le fait qu'elle s'explique certes par les conditions matérielles d'exécution des combats, mais surtout par les données politiques internes aux organisations. Certains acteurs non étatiques demeurent incapables d'exploiter la technologie disponible. Ainsi, pour prédire leur comportement au combat, l'analyse de leurs institutions et des enjeux de la guerre est plus fondamentale que celle de la technologie disponible.

Bien que l'on puisse douter de la réelle nouveauté de la théorie de S. Biddle, son analyse tactico-opérative est claire, intéressante et excellemment étayée. Les conclusions qu'il en tire ouvrent un vaste champ de réflexion.

Rémy Héméz

THE STRATEGY OF DENIAL: AMERICAN DEFENSE IN AN AGE OF GREAT POWER CONFLICT

Elbridge A. Colby
Yale, Yale University Press, 2021,
384 pages

Le livre d'Elbridge Colby propose un cadre théorique permettant de définir la future politique de défense américaine. Il part de l'hypothèse selon laquelle celle-ci sera fonction de la compétition entre les États-Unis et la Chine, et soutient que

Washington doit mettre en place une « coalition anti-hégémonique » s'appuyant sur ses alliés régionaux (l'Australie, le Japon et la Corée du sud). L'armée américaine aurait alors pour vocation de conduire une stratégie dite de « déni », qui consiste plus spécifiquement à prévenir une invasion de Taïwan par les forces armées chinoises.

L'ouvrage se veut à la fois prospectif et prescriptif. Le lecteur pourra tout d'abord apprécier l'effort de théorisation dont fait preuve Colby. Le manuscrit explore les hypothèses d'affrontement et d'escalade entre Washington et Pékin dans le détroit de Taïwan, et l'auteur n'hésite pas à aller loin dans la réflexion *in abstracto* sur la montée aux extrêmes et la guerre sous le seuil nucléaire. Dans ses meilleurs passages, le livre peut rappeler l'âge d'or de la littérature stratégique américaine, celui des années 1950-1960, lorsque Herman Kahn et Albert Wohlstetter imaginaient l'inimaginable. Ne rechantant pas à discuter les hypothèses les plus originales, Colby discute par exemple de *friendly proliferation* – si Washington aidait Tokyo et Séoul à se munir de l'arme nucléaire.

On peut néanmoins rester sur sa faim devant un essai qui demeure un exercice heuristique qui, non seulement ne se frotte pas au débat académique autour de la rivalité sino-américaine, mais ne s'aventure pas non plus au plan des politiques de défense. Aucune recommandation concrète ne ressort de l'exposé de Colby, si ce n'est d'accroître les moyens de l'armée américaine pour contenir la montée en puissance de la Chine.

C'est aussi là peut-être la limite de l'ouvrage : son sino-centrisme réduit toutes les autres problématiques stratégiques contemporaines (Russie, terrorisme, Iran) à des sujets anecdotiques

qui ne devraient pas ou peu alimenter les réflexions sur le format des armées américaines. De même, la vision des alliances et des partenariats américains, que ce soit en Asie ou en Europe, est trop superficielle pour rendre compte des enjeux autour de l'architecture de sécurité indopacifique et de l'ambivalence avec laquelle un certain nombre de pays perçoivent un tel discours américain.

Le texte est souvent très stimulant dans son exploration des possibles conflits futurs, mais il repose sur des présupposés assez communs quant à la vocation des États-Unis, le bien-fondé d'une coalition consistant à contrecarrer « l'hégémonie », bien évidemment chinoise. Il n'échappe donc pas à l'effet de mode : voici 15 ans, l'intellectuel néoconservateur Norman Podhoretz prédisait dans un essai polémique l'émergence de la « Quatrième Guerre mondiale » contre les forces islamistes. Il affirmait alors, avec la même ténacité que Colby, que ce combat serait structurant pour le futur des États-Unis. Le livre de Podhoretz a logiquement mal vieilli et on peut se demander avec le recul si un tel sort n'attend pas celui d'Elbridge Colby. *The Strategy of Denial* est donc peut-être, et surtout, un instantané, particulièrement instructif pour un public européen, sur les visions américaines contemporaines de la Chine.

Jean-Loup Samaan

THE CHANGING OF THE GUARD: THE BRITISH ARMY SINCE 9/11

Simon Akam

Londres, Scribe, 2021, 704 pages

Plusieurs auteurs se sont déjà penchés sur les échecs militaires britanniques en

Afghanistan et en Irak, comme Frank Ledwidge dans *Losing Small Wars* et *Investment in Blood* ou plus récemment Ben Barry dans *Blood, Metal and Dust*. Dans ce volumineux et brillant essai, le journaliste britannique Simon Akam se concentre sur le rôle de la culture de l'armée britannique dans ces échecs.

En 8 parties et 24 chapitres, il dresse une histoire non officielle de l'engagement britannique dans ces deux longues guerres. Il procède par épisodes, analysant notamment la préparation dans les camps d'Allemagne et du Canada, l'invasion de l'Irak, l'opération *Charge of the Knights* (Irak, 2008), les combats dans le Helmand, mais également l'acquisition d'équipements en urgence, les accusations de crimes de guerre ou la réforme du système régimentaire. Son propos s'appuie sur environ 260 entretiens menés durant trois ans, ainsi que sur des documents en sources ouvertes, et des observations nourries de voyages sur ces théâtres d'opérations et un engagement militaire d'une année.

La mosaïque de ces expériences brosse le tableau d'une armée éprouvant de grandes difficultés à s'adapter aux conditions des opérations à Bassora et dans le Helmand, elle qui pourtant a beaucoup vanté ses expériences en matière de contre-insurrection et qui, après la guerre du Golfe et l'intervention en Sierra Leone, était souvent présentée comme « la meilleure petite armée du monde ».

Au fil des chapitres, quelques thèmes récurrents se dégagent. C'est le cas des tensions qui se font jour au sein de la « relation spéciale » entre États-Unis et Royaume-Uni en raison des restrictions imposées aux opérations militaires par

le gouvernement britannique, de certaines tactiques considérées comme dépassées ou d'un équipement inadapté mettant les soldats britanniques en danger. Simon Akam met, de même, en lumière de nombreux aspects dysfonctionnels et contradictoires de la vie militaire britannique : par exemple, l'acceptation généralisée de la consommation excessive d'alcool.

Une des grandes qualités du livre est que l'auteur pousse très souvent le lecteur à la réflexion sur des sujets peu explorés. C'est le cas lorsqu'il souligne l'impact sur le comportement des militaires de la large diffusion des vidéos de combats prises par les soldats eux-mêmes. C'est aussi vrai quand il interroge le système d'attribution de médailles, peu équitable et qui, surtout, encouragerait un comportement inadapté à une campagne de contre-insurrection en survalorisant la violence et l'agressivité au combat.

La thèse centrale de l'auteur est le manque de responsabilité du haut commandement britannique. Aucune discussion n'aurait véritablement été menée en interne pour comprendre les raisons des échecs en Irak et en Afghanistan. Surtout, dans un chapitre intitulé « Blame Game », l'auteur s'interroge : comment, lorsqu'un conflit a si mal tourné à tant de niveaux, les responsables peuvent-ils être promus et félicités pour le rôle qu'ils y ont tenu ?

On pourra reprocher à Simon Akam une vision excessivement critique de l'armée britannique, d'autant qu'il véhicule en parallèle une image avantageuse de celle des États-Unis. Ce livre constitue néanmoins une lecture indispensable pour tous ceux qui s'intéressent aux guerres d'Irak et d'Afghanistan et à l'armée britannique.

Rémy Héméz

CYBER-ATTAQUES : L'AMÉRIQUE DÉSIGNE SES ENNEMIS

Mark Corcoral

Paris, L'Harmattan, 2021,
200 pages

Dans les discours politiques et médiatiques sur les cyberattaques, l'attribution publique – l'imputation officielle de l'opération – reste perçue comme source de dilemme en raison des difficultés techniques de la preuve. On observe pourtant une tendance croissante de certains gouvernements à franchir le pas. Depuis 2014, les États-Unis semblent avoir fait de cette attribution publique la pierre angulaire de leur réponse aux cyberattaques, jusqu'à susciter parfois un mouvement collectif en ce sens, il est vrai dans le cadre de leurs alliances et partenariats stratégiques.

Mark Corcoral s'efforce ici d'élucider cet apparent paradoxe. En s'appuyant sur l'analyse primordiale de Thomas Rid et Benjamin Buchanan en 2015 – qui montre que l'attribution est aussi un processus politique et social –, l'auteur interroge la fonction de l'attribution publique dans la politique étrangère américaine. Dans une approche pluraliste fortement teintée de sociologie compréhensive, l'analyse qu'il fournit de la stratégie déclaratoire américaine et de ses implications normatives permet de mettre en lumière deux logiques à l'œuvre.

D'une part, l'attribution publique sert un objectif de communication, l'influence des États-Unis devant s'exercer pour façonner les normes de comportement. Le dévoilement de l'identité de l'agresseur permet de circonscrire le champ de confrontation du cyberspace pour le conformer aux préférences stratégiques ou géopolitiques américaines.

Cette dimension joue tout autant sur la scène internationale que dans l'arène politique et bureaucratique américaine en diminuant l'incertitude qui entoure souvent les cyberattaques.

D'autre part, cette stratégie légitime un ensemble de mesures destinées à répondre à l'attaque mais aussi à dissuader les potentiels agresseurs. En ce sens, l'attribution participe d'une logique de stigmatisation, d'intimidation et de réaction élargie (incluant des sanctions financières et judiciaires ainsi que des actions de perturbation opérationnelle). Sur ce deuxième point, l'auteur souligne les limites de la capacité américaine à contraindre les adversaires et à résoudre l'épineuse question des vulnérabilités des États-Unis dans le domaine numérique.

Appuyées sur de solides références empruntées à de nombreux champs académiques, mais également sur des éléments empiriques, les analyses de l'auteur permettent d'ouvrir la boîte noire des politiques publiques en matière de cybersécurité et de cyberdéfense. En se focalisant sur les significations internationales de l'attribution publique par les États-Unis, Mark Corcoral interroge le paradoxe – et donc les limites – de la posture hégémonique de ces derniers. Il permet également de situer le cyberspace comme théâtre et enjeu dans le champ géopolitique. La réflexion pourrait être prolongée par une analyse des implications sur la stabilité internationale de l'attribution publique et de ce qu'elle légitime.

Cet ouvrage est donc incontournable à la fois pour l'étude de la politique étrangère américaine et pour l'analyse des politiques de cyberdéfense. Sur le premier point, il jette une lumière sur les représentations et les paradoxes de la

puissance aux États-Unis. Sur le second, il ouvre la voie à des études comparatives sur la pratique, ou l'abstention, en matière d'attribution publique des cyberattaques.

Stéphane Taillat

I, WARBOT

Kenneth Payne

Londres, Hurst, 2021, 336 pages

« Le génie est sorti de la lampe » et il n'est pas possible de l'y renvoyer. Tel est le constat de Kenneth Payne, professeur de relations internationales au King's College de Londres, à propos de l'arrivée de l'Intelligence artificielle (IA) et des robots sur le champ de bataille.

Reprenant à son compte le titre du célèbre roman *I, Robot* d'Isaac Asimov (1950), l'auteur propose un panorama des enjeux, opportunités et risques associés au recours aux systèmes intelligents sur les théâtres d'opérations, qu'il replace dans le contexte plus large de l'histoire des capacités et concepts militaires. Comme il le souligne, l'IA peut améliorer les capacités des armées dans des domaines tels que la reconnaissance et le ciblage, grâce à la vitesse de traitement et à la reconnaissance visuelle. Les systèmes autonomes s'annoncent par ailleurs plus rapides, endurants et coordonnés sur le champ de bataille. Ils permettent de plus une réduction des coûts, et un meilleur emploi des capacités humaines. En revanche, ils sont beaucoup moins performants dans les situations exigeant de la créativité et de l'intuition – intrinsèquement humaines.

Si les réflexions sur l'autonomie des systèmes d'armes et de combat se multiplient depuis quelques années,

l'approche de Kenneth Payne se démarque par son originalité. Elle s'attache en effet à dépasser les considérations tactiques et techniques pour réfléchir aux implications stratégiques des technologies émergentes. L'IA ne change pas uniquement la donne sur le terrain, nous dit en substance Kenneth Payne, mais également dans les états-majors, où elle aide les officiers généraux et les responsables politiques à prendre des décisions cruciales pour l'issue du conflit – y compris des décisions de vie et de mort.

L'IA ne modifie pas seulement la manière de combattre, mais encore la probabilité que la guerre survienne, et la pensée produite à son sujet. Les machines risquent en effet d'abaisser le seuil d'entrée en conflit et d'enclencher des dynamiques d'escalade irrémédiables, rendant les stratégies de dissuasion caduques. Avec un examen méticuleux des cas potentiels de recours à l'IA sur le champ de bataille et dans les états-majors – des drones sans pilotes aux algorithmes d'aide à la décision en passant par les chars robotisés –, Kenneth Payne dessine les contours de la guerre de demain. Que deviendra « l'art de la guerre » si les stratégies militaires sont conçues par des IA ? Aussi brillante que soit l'IA d'un point de vue tactique, avance l'universitaire britannique, elle ne sera jamais un véritable stratège.

I, Warbot ouvre de nouvelles perspectives dans le débat sur l'utilisation de systèmes d'armes autonomes dans les futures guerres. L'auteur achève sa réflexion en évoquant la nécessité d'une réglementation internationale de ces technologies émergentes. Insistant à la fois sur les dangers qu'empportent les armes autonomes et sur leur intérêt militaire, Kenneth Payne appelle de ses

vœux leur régulation. Si leur interdiction préventive – défendue par la *Campaign to Stop Killer Robots* depuis 2013 – n'est déjà plus envisageable, et pourrait même s'avérer contre-productive, il est encore possible de bâtir un cadre normatif et opérationnel pertinent, pour éviter les dérives les plus graves. Le génie est bel et bien sorti de la lampe, mais il est possible de lui fixer des limites et de le contraindre à respecter certaines règles fixées par l'homme.

Laure de Rochemonde

OPERATION: JUSAN. A STORY OF RESCUE AND REPATRIATION FROM ISLAMIC STATE

Erlan Karin

Londres, The Momentum Publishing Company, 2021, 258 pages

Erlan Karin est kazakh, spécialiste des questions de sécurité, et sa carrière a oscillé entre université, haute administration et politique. Son parcours atypique et sa proximité avec les autorités lui ont permis de suivre de près une opération hors du commun. Baptisée « Jusan », du nom d'une plante des steppes d'Asie centrale, elle a consisté à rapatrier 613 ressortissants kazakhs depuis la zone syro-irakienne entre janvier et septembre 2019 : 33 hommes, 160 femmes et 420 enfants (dont 32 orphelins) ont ainsi pu regagner leur pays après avoir passé plusieurs années au sein de groupes djihadistes.

La décision de rapatriement a été prise – et assumée publiquement – par les principaux responsables politiques, à commencer par le président de la République Noursoultan Nazarbaïev. Ce dernier a présenté les rapatriés comme des

innocents attirés par la propagande trompeuse de Daech, et retenus en otages par cette organisation terroriste. Jusan est ainsi décrite comme une opération humanitaire visant à sauver des compatriotes en danger, ce récit bienveillant ayant notamment pour but de faciliter l'acceptation des « revenants » par la population.

Les autorités kazakhes ne sont évidemment pas naïves, et savent qu'une telle opération comporte des risques. Certains adultes sont restés fidèles à Daech jusqu'à l'ultime bataille de Baghouz et demeurent radicalisés. Même les enfants peuvent susciter quelques craintes car la propagande de l'État islamique a diffusé des vidéos de pré-adolescents – y compris des Kazakhs – exécutant des otages. Toutefois, les services de renseignement ont estimé qu'il était moins risqué de rapatrier ces individus que de les laisser en zone syro-irakienne. Parmi les arguments avancés figurent les conditions de sécurité dégradées dans les camps de prisonniers djihadistes tenus par les Kurdes, et l'éventualité de fuites.

À leur retour au Kazakhstan, la totalité des hommes et seulement 16 femmes ont fait l'objet de poursuites. L'auteur ne donne malheureusement aucune information sur le processus judiciaire (incriminations, peines encourues, etc.). En revanche, il s'attarde sur les mesures de réhabilitation déployées pour les femmes et les enfants. La prise en charge est structurée autour de trois piliers : social, médico-psychologique et idéologico-religieux. Les premiers résultats seraient encourageants : à la mi-2020, sur les 160 femmes rapatriées, 38 seraient totalement déradicalisées, 90 auraient fait des progrès significatifs et 15 seraient encore radicales.

Pour ce qui est des enfants, Erlan Karin ne donne pas de statistiques aussi détaillées, mais il laisse entendre que, globalement, leur réinsertion se passe bien. Il insiste sur le fait que le Kazakhstan a pris la bonne décision en les rapatriant quand ils étaient encore très jeunes, plutôt que de les laisser grandir dans un environnement dangereux et susceptible de les radicaliser.

En somme, l'opération Jusan est présentée comme un succès, même si l'auteur se garde de conclusions hâtives : un bilan plus fiable ne pourra être réalisé que dans quelques années. Quoi qu'il en soit, le cas du Kazakhstan contraste avec celui de la plupart des pays occidentaux, dont les gouvernants rechignent à rapatrier « leurs djihadistes » et adoptent une approche de retours au compte-gouttes. Il suggère qu'une autre voie est possible.

Marc Hecker

Europe

HANDBUCH ZUR DEUTSCHEN EUROPAPOLITIK

Katrin Böttger et Mathias Jopp (dir.)
Baden-Baden, Nomos Verlag,
2021, 704 pages

Katrin Böttger et Mathias Jopp publient une deuxième édition, révisée, de leur ouvrage collectif consacré à la politique européenne de l'Allemagne. Le projet est largement celui de l'Institut de politique européenne de Berlin (Institut für Europäische Politik) que Mathias Jopp

a dirigé pendant de longues années et dont Katrin Böttger est l'actuelle directrice.

Pour comprendre les caractéristiques de la politique européenne de l'Allemagne, cet ouvrage est incontournable. Il comprend 32 contributions, chacune d'entre elles d'une bonne vingtaine de pages. L'ouvrage n'a pas été conçu pour « rendre hommage » à la politique européenne de Berlin : dans la bonne tradition des instituts de recherche allemands qui sont financés par l'État allemand tout en pouvant se montrer critique à son égard, les analyses passent en revue l'ensemble de la politique européenne de l'Allemagne tout en observant une distance critique et objective.

L'ouvrage s'organise en six grands chapitres. L'introduction (ou premier chapitre), ainsi que le chapitre deux étudient les principes de base et les grandes orientations de la politique de construction européenne de la République fédérale, son ancrage dans la Loi fondamentale, l'emprise du droit européen sur le système politique allemand et le bénéfice économique que l'Allemagne tire de son appartenance à l'Union européenne (UE). Le chapitre trois analyse l'interaction entre la politique intérieure et la politique européenne de l'Allemagne, en analysant le processus de prise de décision européenne au sein du gouvernement allemand, l'implication du Parlement européen et de la chambre des Länder dans ce même processus, le rôle de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe, la dimension européenne présente dans les programmes des partis, l'action des lobbies allemands gravitant autour de Berlin et Bruxelles, ainsi que le poids de l'opinion publique dans la définition de

la stratégie européenne du gouvernement fédéral.

Les chapitres quatre et cinq étudient les grands enjeux de la politique européenne, mettant à chaque fois en évidence le positionnement allemand : pour le chapitre quatre il s'agit des politiques budgétaires et des politiques de redistribution financière, de la politique monétaire (zone euro), du marché intérieur, de la protection du consommateur, ainsi que des politiques climatiques, environnementales, sociales et sécuritaires (sécurité intérieure) ; le chapitre cinq étudie les politiques extérieures de l'UE et le positionnement allemand : politique commerciale, politique étrangère et de défense commune, élargissement à l'Est, politique de voisinage et politique méditerranéenne. Le chapitre six présente quatre visions de la politique européenne de l'Allemagne, venues de pays voisins (France, Royaume-Uni, Italie et Pologne). Enfin, le chapitre sept propose une conclusion qui analyse la politique allemande vis-à-vis de l'UE sous l'angle de la théorie des relations internationales. Une chronologie et une très vaste bibliographie sont présentées en fin d'ouvrage.

Le *Handbuch zur deutschen Europapolitik* est une source inépuisable d'informations sur tous les aspects de la politique européenne de l'Allemagne. Voici donc un ouvrage aussi peu léger qu'indispensable.

Hans Stark

Afrique

LE PIÈGE AFRICAIN DE MACRON. DU CONTINENT À L'HEXAGONE

Antoine Glaser et Pascal Airault
Paris, Fayard, 2021, 272 pages

Cet ouvrage entend relier la politique africaine aux enjeux intérieurs et non au reste de la politique étrangère, il inclut une interview très libre du président sur l'Afrique, en dépit des critiques qui lui sont adressées dans l'ouvrage. Celles-ci sont dominées par l'argumentation de la postface : Emmanuel Macron a voulu s'attacher durablement les jeunes de la diaspora africaine en France, mais ses déconvenues effectives risquent d'avoir un effet boomerang « dans l'Hexagone » et pour sa candidature à un second quinquennat.

Le tableau général est celui d'une perte d'influence diplomatique et économique de la France en Afrique, dont le chef de l'État est conscient et qu'il entend stopper par une politique nouvelle, définie une fois pour toutes à Ouagadougou en novembre 2017. Le livre montre – de manière peu travaillée, sans note, ni bibliographie, ni index... – qu'en dépit de ses ambitions panafricaines, la « logique militaire s'est imposée au Sahel » : le président « n'a pas toujours vu monter les périls dans l'ancien pré carré français, en particulier en Afrique de l'Ouest », tandis qu'il cultivait une « démocratie rêvée » dans les pays anglophones et lusophones comme marqueur conceptuel de sa présidence.

L'interview confirme ce biais. Emmanuel Macron, qui n'a de son propre

aveu qu'une culture livresque limitée sur l'ensemble du continent africain (Kourouma, Gide, Camus), y reconnaît un rejet quasi instinctif de l'Afrique francophone pour son stage de l'ENA, en demandant à partir au Nigeria où « ils n'ont aucun complexe vis-à-vis de la France ». Partie sans doute la plus intéressante d'un livre à grande valeur documentaire, le long monologue daté de septembre 2020 confirme les difficultés relationnelles du président avec ses pairs africains francophones, et souligne dans un style à la fois obscur et familier son dédain des règles protocolaires attachées à sa fonction, son obsession des relations directes avec la société civile et sa détestation d'une « Françafrique » dont il estime qu'elle disparaîtra de soi. Selon lui, « ce truc va passer... C'est générationnel ».

Rétrospectivement, avec le début de retrait de Barkhane, l'interview rend perplexe. Emmanuel Macron y affirme en effet que « l'impact et l'effet de la Task Force Sabre et des forces spéciales ne sont pas réalisables sans l'opération Barkhane... Il faut des soutiens, il faut du renseignement. »

De l'analyse d'Antoine Glaser et Pascal Airault, on retiendra particulièrement les pages consacrées au Conseil présidentiel pour l'Afrique, à son histoire et à son fonctionnement. La nouvelle instance informelle, constituée d'*amici principis* choisis dans l'élite de la diaspora, a tendance, disent les auteurs, à se « bunkériser ». Le chapitre consacré à la vingtaine de « députés-missionnaires » d'origine africaine dans la majorité présidentielle – phénomène sans précédent à l'Assemblée nationale – est également original, même si ses développements frisent parfois la lettre confidentielle ou la chronique mondaine.

Les importants chapitres sur un franc CFA échouant à devenir l'« eco », et sur la francophonie « réinventée » avec le Rwanda, présentent les mêmes défauts de personnalisation outrancière des événements et des décisions. Mais, derrière l'anecdote, l'ensemble du livre dessine le caractère aventureux d'une politique africaine d'Emmanuel Macron toujours en mouvement.

François Gaulme

Moyen-Orient

LE MILIEU DES MONDES. UNE HISTOIRE LAÏQUE DU MOYEN-ORIENT DE 395 À NOS JOURS

Jean-Pierre Filiu

Paris, Le Seuil, 2021, 384 pages

Le nouvel ouvrage de Jean-Pierre Filiu, professeur des universités et historien, propose une brillante synthèse historique sur ce « milieu du monde » qu'a été le Moyen-Orient au cours des siècles. Retenant comme point de départ la fondation de l'Empire romain d'Orient en 395, il aborde les grandes périodes omeyyade, abbasside, byzantine, ottomane, et débouche sur la situation la plus immédiate caractérisée, en particulier depuis 2011, par le retour de la Nahda, le mouvement de renaissance arabe né au XIX^e siècle, avec des soulèvements démocratiques qui n'en finissent pas de déstabiliser les régimes autocratiques au pouvoir.

L'auteur insiste sur le rôle central du Moyen-Orient. Au carrefour des trois

continents que sont l'Asie, l'Afrique et l'Europe, il est « à bien des égards le berceau de l'humanité mais aussi terre de brassage et d'échanges, dans la guerre comme dans la paix ». Son histoire a été et reste tragique : cette région est une « terre de sang », hier comme aujourd'hui. L'auteur entend cependant se garder de toute « inclination à la sanctification », même si cette région a vu se fonder les trois religions monothéistes, au profit d'une approche soulignant une histoire politique mettant l'accent sur « le processus de constitution des pouvoirs et de leurs espaces de domination ».

L'intérêt, voire la fascination, de l'Europe pour cette région ne date pas d'hier, mais c'est au XIX^e siècle qu'ils ont été en quelque sorte conceptualisés aussi bien par le Royaume-Uni que par la France ou la Russie. C'est l'amiral américain Alfred Mahan qui crée le mot *Middle East*, région se situant à la croisée du canal de Suez et de la route des Indes, qu'il estime être la clé de l'hégémonie mondiale. La découverte du pétrole en Perse en 1908 en a fait le point de rencontre et d'affrontement de tous les impérialismes, y compris américain, bien que plus tardivement.

L'auteur met bien en valeur « le mythe d'un Moyen-Orient gérable depuis l'extérieur ». Toutes les grandes puissances se sont essayées à cette mise en tutelle, avec beaucoup de déboires. Dans les années récentes, les États-Unis ont largement contribué au chaos actuel. Les trois décennies de domination américaine « se soldent sous nos yeux par un désengagement où la confusion le dispute à l'humiliation ». La leçon va-t-elle être tirée de cette expérience par la Russie qui fait un retour en force, et la Chine dont la présence économique se double d'une

volonté d'affirmation de la Route de la Soie ? Cette évolution sera intéressante à suivre.

L'Europe voit dans le Moyen-Orient une menace pour sa sécurité et s'inquiète de la politique agressive, voire aventuriste, des puissances régionales que sont la Turquie, l'Iran et l'Arabie Saoudite. Elle a la tentation de s'appuyer sur des régimes autocratiques dans l'espoir vain qu'ils réussissent à assurer la stabilité de cet espace stratégique en pleine mutation. Jean-Pierre Filiu, pour sa part, pense que la seule solution viable est que les peuples puissent se réapproprier « avec le récit de leur propre histoire le droit de définir leur destin », en clair que la démocratie puisse enfin prévaloir sur les autocraties. On ne peut que le souhaiter avec l'auteur, mais le chemin sera sans doute long et difficile.

Denis Bauchard

L'ANTI-DÉMOCRATIE AU XXI^e SIÈCLE.

IRAN, RUSSIE, TURQUIE

Hamit Bozarslan

Paris, CNRS Éditions, 2021,

288 pages

C'est sous l'angle des relations d'État à État, et de l'impact sur la géopolitique du triangle qu'ils forment, que le trio Iran/Russie/Turquie est en général étudié. Hamit Bozarslan traite le sujet par un tout autre biais, celui de la comparaison entre trois régimes, aux origines très différentes mais dont la dynamique interne comporte de troublantes similitudes.

Son livre met en lumière une scène primitive des années 1970 à 1990, qui dans

les trois pays est marquée par une certaine ouverture démocratique et libérale. La sortie radicale du modèle démocratique s'accompagne, dans les trois pays, d'une lecture ultra-conservatrice d'une histoire mutilée. Une nation malheureuse, amputée dans son territoire et s'appuyant sur une mystique religieuse est appelée à trouver en elle-même, mais surtout dans une image mythifiée d'elle-même, les ressources d'une révolte contre l'ordre occidental établi. D'autres phénomènes se retrouvent dans les trois pays, à des degrés divers et sous des formes variables, tels que le maintien d'une façade démocratique, la domination d'élites kleptocratiques, le recours à un appareil sécuritaire parallèle, un discours paranoïaque axé sur une réalité alternative, et bien sûr l'identification du destin national à un homme providentiel.

Pour Hamit Bozarslan, la nature profonde de ces trois régimes est difficile à saisir, comme c'était le cas pour les régimes totalitaires entre les deux guerres mondiales. Ils sont, pour notre auteur, l'anti-démocratie au XXI^e siècle, comme les totalitarismes constituaient au XX^e siècle l'alternative à la démocratie. La grande force de la démonstration – savante voire parfois érudite – d'Hamit Bozarslan réside dans ce qu'elle ne résulte ni d'une analyse purement idéologique, ni d'une vision « civilisationnelle » du type de celle rendue célèbre par Samuel Huntington. Il n'y a évidemment pas une « civilisation » irano-russo-turque, non plus qu'une idéologie commune aux trois cas étudiés. Pourtant, à partir de ressorts historiques, culturels, politiques distincts, les trois régimes se rejoignent dans un ethos anti-occidental qui se renforce au fil des années.

On objectera bien sûr : la Chine n'est-elle pas le vrai leader du mouvement

anti-démocratique ? En termes géopolitiques sans doute, mais l'étude d'Hamit Bozarslan fait apparaître combien dans le cas des régimes du Guide, de Vladimir Poutine et de Recep Tayyip Erdogan, nous avons affaire à des ennemis intimes de la démocratie – presque des ennemis de l'intérieur, puisqu'ils ne répudient pas officiellement les principes du système politique qu'ils combattent. N'y a-t-il pas d'autres régimes dans ce cas, ou d'autres aspirants à une sorte de contre-révolution démocratique, dans les rangs par exemple des populistes en vogue depuis quelques années (Orbán, Bolsonaro, Modi, etc.) ? On peut en débattre, mais il est vrai que chacun des trois régimes étudiés par Hamit Bozarslan représente un défi systémique à la démocratie libérale, venant de pays qui ont un poids géopolitique et un substrat historique incontestables. Outre qu'il offre une mine d'informations précises, ce livre invite le lecteur à revoir en profondeur la dialectique de la démocratie et de l'anti-démocratie en notre siècle.

Michel Duclos

LE GÉNÉRAL ET LE POLITIQUE. LE RÔLE DES ARMÉES EN TURQUIE ET EN ÉGYPTÉ

Clément Steuer et Stéphane Valter
(dir.)

Paris, L'Harmattan, 2021,
264 pages

Cet ouvrage collectif vient renforcer un appareil d'études français peu fourni sur la question des armées en politique. Longtemps, l'étude de l'armée d'un pays donné a fait courir le risque de se voir assimilé à son objet d'étude... En revanche, dès les indépendances, les chercheurs anglo-saxons ouvraient des

champs de travail considérables pour tenter d'analyser la place, l'influence et l'impact des armées nouvelles en politique, et en tirer les premiers travaux conceptuels. En France, ceux qui se livrèrent à cet exercice furent rares. Mustapha Benchenane pour les armées en Afrique ; l'auteur de ces lignes, sur le Maghreb, Dominique Bangoura également sur l'Afrique, Alain Roussillon pour l'Égypte et l'Algérie, Rémy Leveau, Élisabeth Picard et quelques autres s'essayèrent à ce délicat travail.

Pourtant le besoin était là. Dans de nombreux pays, l'armée avait « envahi » l'État, ou était la faiseuse de roi. Mais cette question épineuse eut longtemps du mal à s'intégrer aux cadres idéologiques conceptuels de la recherche. Pourtant, très vite, dans ces pays l'armée envahit le champ politique jusqu'à le phagocyter, comme en Algérie par exemple.

En Turquie, après Atatürk, l'armée se confondit avec le kémalisme et avec l'économie nationale. En Égypte, le prix à payer pour les leaders successifs fut d'assurer la fidélité de l'armée par un modèle élargi de prébendes assurant un statut privilégié du soldat de base au général. C'est au moment où Moubarak voulut passer à un système héréditaire de pouvoir que l'armée laissa faire la rue, qui le renversa.

Curieusement, ce furent les révolutions démocratiques arabes, réussies ou non, qui relancèrent l'intérêt pour les militaires en politique. Une étude comparative entre la Turquie et l'Égypte est donc particulièrement utile, et ce travail collectif vient à point nommé. D'autant que, dans ces deux pays, la relation

politico-militaire est à fronts renversés. D'un côté, au Caire, à l'issue de « l'expérience » démocratique Morsi, l'armée a renforcé son emprise sur le pays *via* la figure du maréchal-président Al-Sissi. De l'autre, en Turquie, Erdogan et ses proches ont achevé leur mainmise sur l'armée *via* la purge qui suivit le coup d'État manqué (monté ?) de l'été 2016.

Cet ouvrage, fruit d'un colloque tenu à Prague en 2017, propose plusieurs lectures croisées, à parts égales analyses comparatives ou études spécifiques par pays. Sont ainsi sollicités : Jean Marcou, Aurélien Denizeau, Julien Théron, Richard Yilmaz, Paul Cormier, Nicolas Monceau, Clément Steuer, Victor Salama et enfin Stéphane Valter.

Le livre se clôt sur une analyse comparative de Michel Bozdémir sur la double filiation historique et sociologique des deux armées (toutes deux avatars de feu l'empire ottoman et, chacune à leur manière, « État dans l'État »).

Seul regret, à l'exception de ce dernier chercheur, les auteurs sont avant tout des spécialistes des pays concernés interrogeant la question militaire. L'approfondissement des questions conceptuelles sur le rôle des armées en politique (dans la logique des Anglo-Saxons) est peu traité, sauf succinctement chez Valter.

Au-delà de cette critique limitée, il s'agit là d'un livre fort utile pour appréhender deux réalités politico-stratégiques en mouvement.

Jean-François Daguzan